

changement? Si elles étaient exploitées par des syndiqués, aucun changement ne serait possible aux termes des conventions collectives. Si les exploitants n'étaient pas syndiqués, mais appartenaient à des associations, ils seraient en mesure d'exercer de très fortes pressions sur le gouvernement en place. Peu importe le gouvernement, ce changement ne pourrait pas se produire et, en conséquence, nous aurions encore des dizaines de milliers de stations-service exploitées de façon non rentable. Étant donné qu'elles seraient la propriété du gouvernement, ce dernier n'aurait qu'à invoquer la réglementation pour hausser les prix et c'est encore le consommateur qui, en fin de compte, en ferait les frais.

• (1630)

Il y a une difficulté d'ordre pratique qui se pose en ce qui concerne Petro-Canada, même si les employés sont bien intentionnés. J'ai constaté, en observant les sociétés de la Couronne, le ministère des Postes et divers ministères, que les employés, aussi consciencieux qu'ils puissent être, ne font pas preuve de créativité. Or, le secteur pétrolier a justement besoin de gens à l'esprit créateur.

Au Canada, il faudra appliquer, sur une superficie de centaines de milliers de milles carrés, une méthode très perfectionnée de prospection séismologique et avoir recours à des techniques de pointe pour analyser les données. Il faudra également engager de fortes dépenses pour forer des puits, bien souvent en vain.

Or, à mon avis, Petro-Canada n'est pas en mesure de répondre à ces besoins d'ordre technologique. L'an dernier, la société a consacré environ 1.1 million de dollars à des travaux de recherche et de développement. C'est une goutte d'eau dans l'océan. C'est un montant négligeable dans le secteur pétrolier. Si les multinationales, dont beaucoup ont des actionnaires au Canada et exploitent partout dans le monde, avaient fait la même chose, nous serions encore plus éloignés que nous le sommes actuellement de notre objectif d'autonomie énergétique.

**M. Waddell:** Vos copains.

**M. Thacker:** Je n'ai rien à reprocher aux multinationales. Elles sont, comme les Nations Unies, le résultat d'une évolution et fournissent le cadre immense dont nous avons besoin pour établir des relations à l'échelle du globe. J'imagine à plus ou moins brève échéance une fiscalité internationale selon des modalités que nous pouvons tous accepter et qui ne portent pas atteinte à la souveraineté. Nous avons besoin des multinationales. Elles favorisent le rassemblement de techniciens et de créateurs capables de réaliser ces projets énormes dont le coût s'évalue maintenant en milliards de dollars et non plus seulement en centaines de millions de dollars.

Petro-Canada s'est porté acquéreur de trois sociétés pétrolières qui s'appliquaient à chercher et à découvrir du pétrole et qui payaient de l'impôt sur le revenu. Nous devons nous demander si Petro-Canada a payé de l'impôt sur le revenu. Elle n'en a pas payé; tous ses impôts sont reportés. Ce sont les consommateurs, soit les contribuables canadiens, qui doivent assumer les pertes et qui financent la mainmise de Petro-Canada à raison de 19.35 p. 100 d'intérêt.

Voyons un peu jusqu'à quel point il importe d'être propriétaire. Personne ne peut obtenir de concession si le gouvernement provincial ou fédéral n'ouvre pas l'accès à de nouveaux territoires. Personne ne peut procéder à des forages à moins

d'avoir obtenu un permis. Ce sont les services provinciaux de conservation qui déterminent le rythme de production. C'est le gouvernement fédéral qui fixe les prix et qui décide des quantités à exporter. Le secteur des hydrocarbures est assurément celui qui est le plus étroitement réglementé de tous.

Dans ces circonstances, la propriété devient plutôt comme une opération bancaire avec un certain pourcentage de rendement. Nous sommes en voie de racheter des entreprises de propriété étrangère. Par le passé, c'est sous forme de dividendes que les capitaux étaient exportés—en moyenne de 2 à 3 p. 100 par année. Nous avons bien racheté ces entreprises, mais nous en avons également acquis les dettes, et l'intérêt à payer sur celles-ci s'établit à 19.35 p. 100. C'est un des plus mauvais services à rendre à la population canadienne.

Que font les multinationales avec l'argent que nous leur donnons pour les racheter? Eh bien, elles investissent dans la recherche sur l'énergie solaire, l'hydrogène et les techniques de pointe. Quand le secteur pétrolier disparaîtra, et c'est le sort définitif qui l'attend d'ici 15 ou 20 ans, nous aurons à nous adresser de nouveau aux multinationales dont nous achèterons cette fois les techniques de pointe. Nous nous retrouverons alors dans une situation identique à la nôtre en ce moment.

Au lieu de racheter l'industrie pétrolière qui est en déclin, ne ferions-nous pas bien mieux de créer des entreprises et d'accorder des stimulants fiscaux aux Canadiens pour les inciter à s'intéresser aux techniques de pointe de sorte que, l'heure venue, nous soyons fin prêts? De la sorte, c'est à nous que l'on s'adresserait pour obtenir ces techniques au lieu que ce soit nous qui ayions à les acheter. L'initiative actuelle du gouvernement ne semble pas fort prévoyante.

Au fond, nous avons lieu de nous poser de sérieuses questions à propos de Petro-Canada. Cette société a-t-elle fait de nouvelles découvertes pétrolières? Non. Tout nouveau puits qui a produit du pétrole a toujours été exploité en association avec les entreprises multinationales. Petro-Canada a-t-elle fait de nouvelles découvertes techniques? Elle n'a effectué des recherches que pour environ 1 million de dollars l'année dernière, et je n'ai pas constaté qu'elle cherche à accroître son activité dans ce domaine.

A-t-elle versé aux Canadiens des dividendes sur les 1.5 milliard de dollars qu'ils y ont investi? Non, elle ne nous a pas versé un sou. Cette société fait partie de l'un de nos grands projets nationalistes auxquels nous sommes bien attachés mais qui sont difficiles à contrôler. Peut-être cette société serait-elle plus rentable si elle se consacrait aux techniques de pointe. Toutefois, c'est rendre un bien mauvais service aux Canadiens que de se laisser emporter par un esprit nationaliste et racheter une industrie dont nous avons déjà le contrôle total, une industrie qui ne nous coûte que de 2 à 3 p. 100 sous forme de dividendes, ce qui est loin de 19.35 p. 100 en intérêts à payer sur nos acquisitions. A diverses reprises, j'ai discuté avec des simples citoyens ordinaires et leur ai expliqué l'ensemble de la situation. Pour eux, c'est le comble de l'absurdité. Ils préféreraient que le Parlement et le gouvernement du Canada investissent leur argent dans les techniques de pointe.

Je suis heureux d'avoir pu exprimer mon point de vue à la Chambre.

**M. Bill Yurko (Edmonton-Est):** Monsieur l'Orateur, je voudrais qu'un nouveau régime énergétique soit instauré le plus tôt possible. Le gouvernement a mis bien du temps à